

**Audit sur la sécurité incendie des monuments historiques  
affectés au Ministère de la culture dans la région du GRAND-EST**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**

Le présent CCAP comporte 16 pages numérotées de 1 à 16.

## ARTICLE 1 – LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Le Pouvoir Adjudicateur du présent marché est le Ministère de la culture, Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est, représenté par la Directrice régionale des affaires culturelles, Madame Isabelle CHARDONNIER, agissant par délégation de Monsieur le Préfet de la région Grand Est.

Les représentants du pouvoir adjudicateur sont :

- Représentants administratifs et financiers :

M. Pascal DOLEGA, Secrétaire général de la DRAC, tél : 03.88.15.57.21, courriel : [pascal.dolega@culture.gouv.fr](mailto:pascal.dolega@culture.gouv.fr)

M. Mactar MBENGUE, Responsable régional de la commande publique tél: 03 88 15 57 28, courriel : [mactar.mbengue@culture.gouv.fr](mailto:mactar.mbengue@culture.gouv.fr)

- Représentants techniques chargés du suivi de la prestation et de la constatation du service fait :

Mme Carole PEZZOLI, Conservatrice régionale des monuments historiques

tél : 06 58 78 48 95, courriel : [carole.pezzoli@culture.gouv.fr](mailto:carole.pezzoli@culture.gouv.fr)

## ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché propose, sous forme d'un audit-diagnostic, de décliner et d'adapter aux cathédrales de la région Grand Est les constats et les dispositions présentés dans le plan d'actions « sécurité des cathédrales » diffusé en mai 2023 par la Direction Générale des Patrimoines et de l'Architecture (DGPA) du Ministère de la culture.

Le Ministère de la culture, au-delà de la réflexion conduite en 2019 puis en 2023, et du document de synthèse élaboré, met à disposition de ses services déconcentrés (DRAC/CRMH) l'expertise de la délégation à l'inspection, à la recherche et à l'innovation.

L'audit concerne les 9 cathédrales de la région Grand Est et en option le château Le Pailly (52) et l'abbaye de Clairvaux (10), édifices à la fois cultuels et culturels, classés au titre des monuments historiques, propriétés de l'Etat et affectés au Ministère de la culture.

Appartenant à l'État et affectés au Ministère de la culture, les cathédrales sont définies comme établissements recevant du public (ERP) de type V, soit au sein de :

Tranche ferme:

- Cathédrale Saint-Pierre-et-Saint-Paul de Troyes (10)
- Cathédrale Saint-Etienne de Châlons-en-Champagne (51)
- Cathédrale Notre-Dame de Reims (51)
- Cathédrale Saint-Mammès de Langres (52)
- Cathédrale Notre-Dame de l'Annonciation et Saint-Sigisbert de Nancy (54)
- Cathédrale Notre-Dame de Verdun (55)
- Cathédrale Saint-Etienne de Metz (57)
- Cathédrale Notre-Dame de Strasbourg (67)
- Cathédrale Notre-Dame de Saint-Dié-des-Vosges (88)

Tranche optionnelle n°1 (2 mois) :

- L'abbaye de Clairvaux (10)
- Le château du Pailly (52)

Le contenu des prestations à assurer et à produire dans le cadre du présent marché d'audit-diagnostic est défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### ARTICLE 3 – MODE DE CONSULTATION ET FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est passé selon la présente procédure d'appel d'offres ouverte. Celle-ci est soumise aux dispositions des articles L2124-2, R2124-2-1°, R2161-3-2°, R2161-4 et R 2161-5 du code de la Commande publique.

La forme du marché est celle d'un marché à tranches, selon le découpage suivant :

Tranche ferme (8 mois) :

- Cathédrale Saint-Pierre-et-Saint-Paul de Troyes (10)
- Cathédrale Saint-Etienne de Châlons-en-Champagne (51)
- Cathédrale Notre-Dame de Reims (51)
- Cathédrale Saint-Mammès de Langres (52)
- Cathédrale Notre-Dame de l'Annonciation et Saint-Sigisbert de Nancy (54)
- Cathédrale Notre-Dame de Verdun (55)
- Cathédrale Saint-Etienne de Metz (57)
- Cathédrale Notre-Dame de Strasbourg (67)
- Cathédrale Notre-Dame de Saint-Dié-des-Vosges (88)

Tranche optionnelle n°1 (2 mois) :

- L'abbaye de Clairvaux (10)
- Le château du Pailly (52)

### ARTICLE 4 – DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter de la date de notification du présent contrat, et prend fin à la date de validation, par l'administration, de l'achèvement des prestations.

Le délai d'exécution du marché est celui figurant dans la proposition du titulaire accepté par le pouvoir adjudicateur, soit 10 mois toutes tranches confondues à compter de la date de notification du marché.

La tranche ferme prend effet à compter de la date de notification (de la tranche ferme) du marché pour une durée de 8 mois.

La tranche optionnelle n°1 prend effet à compter de la date de notification de la décision d'affermissement, prononcée par courrier recommandé avec accusé de réception valant ordre de service, pour une durée de 2 mois. Le délai d'affermissement de la tranche optionnelle n°1 est de 8 mois à compter de la date de notification (de la tranche ferme) du marché. Cette tranche peut être affermée à tout moment à partir de la date de notification du marché.

Si des difficultés rencontrées dans l'exécution des prestations le justifiaient, les délais contractuels d'exécution des prestations pourraient être prolongés pour une durée qui serait appréciée par le pouvoir adjudicateur par avenant.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

## **ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG – PI, les pièces contractuelles du marché prévalent dans l'ordre ci-après, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire ;
- la proposition financière du titulaire datée et signée détaillant : le montant HT, le taux de TVA et son montant, et le montant TTC de la prestation ;
- le calendrier des prestations ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

L'exemplaire du contrat signé par les parties est conservé dans les archives de l'administration fait seul foi.

### 6.1 - Objectifs de la mission

L'audit présente et évalue la situation de l'établissement au regard des obligations réglementaires et des objectifs complémentaires du Ministère de la culture en termes de sécurité incendie, sauvegarde des biens et des personnes. Il décrit, à l'appui des documents et cadres de synthèse fournis par le Ministère de la culture (annexe jointe – Plan d'action de mai 2023 « sécurité des cathédrales ») les interventions nécessaires aux objectifs assignés. Le diagnostic (état des lieux et propositions d'actions) sera réalisé conformément aux lois et textes en vigueur au moment de son élaboration.

L'objectif est de ventiler, pour chaque édifice, les points du plan « sécurité cathédrales de mai 2023 par catégories (bon – moyen – mauvais) et de prioriser les objectifs d'amélioration, tenant compte de l'état de connaissance des édifices concernés en termes de sécurité notamment incendie.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### Article 6.2 – Représentation des parties

#### 6.2.1 - Représentation du pouvoir adjudicateur

Les représentants du pouvoir adjudicateur sont précisés à l'article 1.1 du présent CCAP.

#### 6.2.2 – Représentation du titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-PI, le titulaire désigne, dès la notification du marché, une personne physique unique, habilitée à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai le pouvoir adjudicateur. Dans les trente (30) jours suivants cette notification au pouvoir adjudicateur, le titulaire doit communiquer au pouvoir adjudicateur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si le pouvoir adjudicateur ne le récuse pas dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente (30) jours pour proposer un autre remplaçant.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

## **6.3 – Obligation du titulaire**

### **6.3.1 – Obligation de conseil**

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies au pouvoir adjudicateur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet du marché qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché.

### **6.3.2 – Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

### **6.3.3 – Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

## **Article 6.4 – Traitement de données à caractères personnel**

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données personnelles pour le compte du pouvoir adjudicateur, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des

personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées du pouvoir adjudicateur ;
- les obligations du pouvoir adjudicateur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Les documents particuliers du marché précisent également les pénalités applicables au titulaire en cas de méconnaissance de la réglementation.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 39.

## **Article 6.5 – Confidentialité**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

## **Article 6.6 – Conflit d'intérêts**

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai au pouvoir adjudicateur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

## **Article 6.7 – Constatation de l'exécution des prestations et admission**

### **6.7.1 - Contrôle**

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence par les principaux acteurs de la sécurité des cathédrales qui compose l'équipe projet :

- 1 : l'architecte des bâtiments de France (conservateur du monument et RUS)
- 2 : la conservation régionale des monuments historiques (conservateur et ingénieur du patrimoine)
- 3 : l'Architecte en Chef des Monuments Historiques (ACMH) territorialement compétent
- 4 : le clergé affectataire
- 5 : le SDIS et éventuellement la commune

La personne responsable et en charge du suivi technique est Mme Carole PEZZOLI, Conservatrice régionale des monuments historiques, tél : 06 58 78 48 95, courriel : [carole.pezzoli@culture.gouv.fr](mailto:carole.pezzoli@culture.gouv.fr) ; [Pole175.secretariat@culture.gouv.fr](mailto:Pole175.secretariat@culture.gouv.fr)

### **6.7.2 – Opérations de vérification**

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence.

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché. Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent notamment sur les points suivants :

- La mise en œuvre des moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées,
- La correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché décrites dans les pièces contractuelles.

Les vérifications seront effectuées à la demande du représentant de l'acheteur.

### **6.7.3 – Décisions après vérification**

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

## **ARTICLE 7 – PENALITES**



## 7.1 – Pénalités pour retard

Si, du seul fait du titulaire, les délais d'exécution des prestations du calendrier du titulaire sont dépassés, celui-ci encourt sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, une pénalité calculée en application de l'article 14 du CCAG-PI, par la formule suivante :

$P = (V * R) / 3000$  dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variation de prix et hors champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Ces pénalités seront déduites du montant restant dû par la DRAC Grand Est ou feront l'objet d'un ordre de reversement à l'encontre du titulaire. Elles restent dues en cas de résiliation.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

## 7.2. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité :

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5.1, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées dans les conditions prévues à l'article 14.1.1 du CCAG-PI:

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2% du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

## ARTICLE 8 – MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire, en application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent marché et se rapportant à la même opération. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

## ARTICLE 9 – REGIME FINANCIER

## Article 9.1 – Forme et contenu des prix

Le présent contrat est conclu à prix forfaitaire ferme et actualisable.

Les prix comprennent :

- la fourniture des prestations, des fournitures et des livrables ;
- la cession de droits de propriété intellectuelle des contributions réalisées en exécution du présent marché ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- tous les frais de déplacements et de séjour induits par la prestation, les dépenses relatives à la rémunération du personnel que le titulaire de la commande estimera nécessaire d'employer pour respecter les délais prévus.

L'Euro est la monnaie de compte du marché (les prix resteront inchangés en cas de variation du change).

## Article 9.2 – Variation des prix

Le présent marché est conclu à prix ferme et actualisable selon les dispositions des articles R2112-10 et R2112-11 du code de la commande publique.

Le prix est réputé être établi au mois zéro. Le mois zéro est le mois qui précède celui de la date fixée pour la remise de l'offre. Le prix est actualisé si un délai supérieur à trois (3) mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

L'actualisation est effectuée par l'application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times \frac{\text{ICAV}(-3)}{\text{ICAV} 0}$$

Dans laquelle :

- P : prix actualisé
- P<sub>0</sub> : prix initial (mois zéro)
- ICAV : valeur de l'indice (index de référence : ING – Ingénierie – Base 2010)
- ICAV 0: même indice, publié à la date d'établissement du prix appelé « mois zéro »

## Article 9.3 - Avances

### 9.3.1 – Avance forfaitaire obligatoire

L'avance forfaitaire sera versée selon les dispositions de l'option B de l'article 11.1 du CCAG-PI.

Dans ce cadre, le titulaire a droit à une avance forfaitaire, si le montant initial en prix de base est au moins égal au seuil fixé à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, sauf indication contraire figurant au présent contrat.

Son montant est, en prix de base, égal à 30% du montant initial du marché, si le délai N d'exécution ne dépasse pas 12 mois. Il est égal au produit de ces 30 % par 12/N, N étant exprimé en mois, si le délai N dépasse 12 mois. Le mandatement de l'avance forfaitaire interviendra dans le délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.

Le remboursement de l'avance forfaitaire commencera lorsque le montant des prestations réalisées atteindra cinquante-cinq pourcent (55 %) du montant initial du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint soixante-dix pourcent (70%) du montant du marché.

Le prix de chaque tranche est actualisable une seule fois dans les conditions déterminées à l'article R2112-12 du code de la commande publique. Cette actualisation est opérée aux conditions économiques observées à une date antérieure de trois mois au début d'exécution des prestations de la tranche.

Une avance forfaitaire peut être versée sur leur demande aux sous-traitants, lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par le code de la commande publique pour son versement.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être égal à 30 % du montant des prestations sous-traités, et son remboursement sont effectués à la diligence du titulaire ayant conclu le contrat de sous-traitance.

Le titulaire prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

### **9.3.2 – Avance forfaitaire non obligatoire**

Selon les dispositions de l'article R2191-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur a prévu d'accorder au titulaire, à sa demande, une avance forfaitaire non obligatoire lorsque le montant initial du marché est inférieur à 50 000 euros HT. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 30% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Les conditions de mandatement, et de remboursement de cette avance sont similaires à celles de l'avance forfaitaire obligatoire citées ci-avant.

## **9.4 – Intérêts moratoires**

Le titulaire recevra des paiements en contrepartie de l'exécution des prestations, après remise de la facture, du document final, et validation par le pouvoir adjudicateur des documents prévues au CCTP, selon l'échéancier prévu dans le devis du titulaire.

Si du fait du titulaire du marché, il ne peut être procédé :

- à toutes les opérations nécessaires au paiement,
- ou si l'acceptation de la prestation n'est pas effective.

Le délai de paiement sera suspendu pour une durée égale au retard qui en résulte. La facture sera adressée en retour au titulaire avec les motifs du rejet de la prestation. Une nouvelle facture à la date actualisée sera émise après acceptation des actions correctrices demandées.

Le délai global de paiement dont dispose la DRAC Grand Est est fixé à trente jours à compter de la réception de la demande du titulaire accompagnée des justifications mentionnées ci-dessus par virement au compte du titulaire.

En cas de dépassement de ce délai, des intérêts moratoires calculés sur le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **Article 9.5 – Modalités de facturation**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par le pouvoir adjudicateur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

### **9.5.1 – Mentions obligatoires**

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture,
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement),
- La référence du marché (numéro d'engagement juridique),
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
- La date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux,
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.

### **9.5.2 – Taux de TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### **9.5.3 – Transmission des factures**

Afin d'établir le service fait, un exemplaire de la facture sera transmis à Mme Carole PEZZOLI, Conservatrice régionale des monuments historiques, tél : 06 58 78 48 95, courriel : [carole.pezzoli@culture.gouv.fr](mailto:carole.pezzoli@culture.gouv.fr) ; [Pole175.secretariat@culture.gouv.fr](mailto:Pole175.secretariat@culture.gouv.fr)

, pour visa avant transmission via le portail dédié : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Lors de la transmission de la facture nous vous remercions de bien vouloir indiquer :

- le numéro d'engagement juridique (numéro à 10 chiffres porté sur le bon de commande ou sur les documents contractuels)
- le code du service exécutant: CGF0000051  
67070 STRASBOURG CEDEX

Cette facture comprendra les éléments suivants :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le nom et adresse du pouvoir adjudicateur

– l'objet, la date et référence du marché ;

- N°EJ CHORUS ;
- le détail des prestations exécutées (référence et quantité si nécessaire) ;
- le montant correspondant HT, le taux et le montant de la TVA et le montant TTC ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire), tels que précisées au présent contrat. En cas de modification d'établissement financier et/ou de n° de compte, le titulaire devra en avvertir le pouvoir adjudicateur au plus tôt et dans le délai de quinze jours par lettre simple ;
- la date d'établissement de la facture.

La facture sera obligatoirement accompagnée de tout autre objet ou document prévu par le marché.

## **ARTICLE 10 – DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 10.1 – Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il adresse au pouvoir adjudicateur une déclaration de sous-traitance DC4 mentionnant :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue,
- le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque sous-traité. Sont précisés notamment la date d'établissement des prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités.

Lorsque le sous-traitant a droit au paiement direct :

Le montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant ainsi que les modalités de règlement de ces sommes. Le silence du pouvoir adjudicateur gardé pendant 21 (vingt et un) jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

### **Article 10.2 – Propriété intellectuelle**

L'utilisation des résultats est soumise aux dispositions des articles 32 à 35 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Le titulaire accorde au pouvoir adjudicateur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Les besoins d'utilisation du pouvoir adjudicateur comprennent le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;

- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'acheteur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation

- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur.

Le titulaire cède à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au marché.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables au marché.

Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.

Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Compte tenu de leur nature, les résultats font l'objet d'une cession à titre exclusif. Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

### **Article 10.3 - Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces marchés d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **Article 10.4 - Arrêt de l'exécution des prestations**

Selon les dispositions de l'article 22 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chacune des phases du marché, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

### **Article 10.5 - Résiliation**

le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en

appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

### **Article 10.6 – Exécution aux frais et risques du titulaire**

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

### **Article 10.7 – Achèvement de la mission**

L'achèvement de la mission du titulaire fait l'objet d'une décision établie sur la demande de l'acheteur dans les conditions de l'article 29 du C.C.A.G-P.I. et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations. En particulier, cet achèvement ne pourra être prononcé qu'à compter de la remise au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'ensemble des documents (études, rapports, ...) collectés ou réalisés pour la réalisation du marché.

### **Article 10.8 - Différends**

le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

## Articles 10.9 – Litiges et contentieux

Le règlement des différends ou litiges entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire se fait dans les conditions prévues à l'article 43 du CCAG-PI.

En cas de litige contentieux, l'autorité compétente sera le Tribunal administratif de Strasbourg.

## ARTICLE 11 – DÉROGATIONS AU CCAG-PI

| Articles du CCAP | Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé |
|------------------|--|
| 5                | 4.1  |
| 6.2.2            | 3.4.1.                                     |